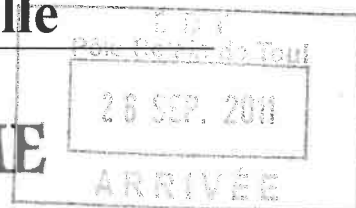


COMMUNE DE ROSIÈRES-EN-HAYE

Département de Meurthe et Moselle

PLAN LOCAL D'URBANISME



ANNEXES



HERREYE & JULIEN

JEAN-BAPTISTE CLAIRE

SARL de Géomètres Experts Associés
Ingénieurs E.S.G.T

Prescrit par délibération du conseil municipal
du **23 Février 2010**
Arrêté par délibération du conseil municipal
du **27 Décembre 2010**
Approuvé par délibération du conseil municipal
du **28 Juillet 2011**

1 rue de la Libération – BP20051 – 54203 TOUL cedex
Tél. : 03 83 43 12 14 - Fax. : 03 83 63 22 26

Bureau secondaire : 8, rue des Prêtres – 55140 VAUCOULEURS
Tél. : 03 29 89 50 28 – Fax : 03 29 89 50 61

Courriel : toul@herreye-julien.fr

Sommaire

SERVITUDES D'UTILITÉ PUBLIQUE.....	3
ANNEXES TECHNIQUES	3
I. L'ASSAINISSEMENT	3
II. ALIMENTATION EN EAU POTABLE	3
III. LA DÉFENSE INCENDIE	3
IV. LES ORDURES MÉNAGÈRES	5
CLASSEMENTS DES INFRASTRUCTURES TERRESTRES	5
ARRÊTÉ DÉPARTEMENTAL RELATIF À L'EXPOSITION AU PLOMB	6

SERVITUDES D'UTILITÉ PUBLIQUE

Voir liste et plan des Servitudes en annexes du PLU

ANNEXES TECHNIQUES

I. L'ASSAINISSEMENT

Source : Étude zonage d'assainissement -Concept Environnement (Août 2004).

La commune dispose d'un réseau d'assainissement de type unitaire raccordé sur lequel est connectée la quasi-totalité des logements de la commune pour l'évacuation des eaux usées.

Les effluents de la commune sont traités dans le même site de traitement avec la commune Saizerais. Ses effluents sont rejetés à la station intercommunale à l'aide d'un poste de refoulement.

Le dispositif de traitement est de type bassin d'infiltration-percolation.

Cette station d'une capacité de 1700 EH a été mise en service en 1996. La capacité maximale étant quasiment atteinte, Rosières ne peut augmenter sensiblement ses rejets.

Une étude d'assainissement a été réalisée en 2004 sur la commune de Rosières-en-Haye. Le réseau unitaire collecte les eaux usées de l'ensemble du bourg. Seuls quatre logements ne sont pas raccordés au réseau d'assainissement principalement pour des raisons d'éloignement.

II. ALIMENTATION EN EAU POTABLE

La commune dispose de son propre captage (par forage) situé au sud-ouest du village.

A ce jour, ce captage répond à la demande régulière de la population actuelle (environ 237 en 2006) mais serait insuffisant en cas d'accroissement conséquent des besoins.

A ce titre, la commune ne peut envisager de créer des zones d'urbanisation future.

III. LA DÉFENSE INCENDIE

Source : Porter à Connaissance

La commune de Rosières-en-Haye présente des risques courants classiques.

Sa défense contre l'incendie repose sur 119 points d'eau répartis qualitativement comme ci après :

- BA 136 : 108 points d'eau dont 20 opérationnels en date du 26 mars 2009 composés de 18 poteaux d'incendie conformes, débit à 60 m³/h et 2 réserves artificielles dont les capacités sont > à 120 m³.

- commune de Rosières-en-Haye : 11 points d'eau répartis de la façon suivante :
 - o 6 poteaux d'incendie de 100 non conformes (n° 9 et 12, pression dynamique nulle - n° 2, 3, 8 et 10 débit < à 60 m³/h, pression dynamique nulle),
 - o 2 poteaux d'incendie non conformes : n° 7 hors service et n° 5 non conforme, débit > à 30 m³/h, pression dynamique nulle),
 - o 3 réserves artificielles dont 2 non conformes (capacité < à 120 m³).

La cartographie jointe en annexe n° 4 permet d'avoir une vision plus précise de la couverture du risque incendie de la commune. Elle est établie à partir du débit des points d'eau et de la distance de couverture (150 mètres et/ou 400 mètres) reportée en ligne droite. Il convient de préciser que la représentation est légèrement plus étendue qu'en réalité, car elle n'intègre pas les distances réelles par voie carrossable et les pressions inférieures à 0,6 bar ; celles-ci étant prises en compte dans le cadre des études d'urbanisme.

Au regard de l'urbanisation de votre commune et de l'implantation actuelle des points d'eau, l'objectif visant à assurer la défense incendie est globalement atteint.

Le service départemental d'incendie et de secours attire l'attention sur la nécessité de compléter la défense extérieure contre l'incendie dans les secteurs suivants :

- CAL silo rue de Rogéville,
- hangar agricole rue du Château d'eau,
- bâtiment isolé nord-ouest de votre commune.

Cet objectif peut être atteint :

- prioritairement, par l'implantation de poteaux d'incendie normalisés (débit de 60 m³/h à 1 bar de pression dynamique). Dans ce cas, le risque à défendre doit être couvert par un poteau à moins de 150 mètres par voie carrossable ;
- dans le cas d'une incapacité technique ou financière démontrée, par l'implantation de réserves de 120 m³ d'un seul tenant, le cas échéant, réduit du double du débit horaire de la source de réalimentation (réserve dite réalimentée) lorsque les caractéristiques du réseau d'eau ne permettent pas l'implantation de poteaux d'incendie normalisés. Dans ce cas, la réserve doit être implantée à moins de 400 mètres du risque à défendre, par voie carrossable. Ce dispositif peut être complété, lorsqu'un réseau existe, par l'implantation de prises accessoires à moins de 150 mètres du risque à défendre (poteaux de 70 mm). Ces prises accessoires doivent être alimentées par des conduites assurant un débit minimal de 30 m³/h sous 1 bar de pression dynamique.

L'ensemble des éléments contenus dans la base de données du service départemental d'incendie et de secours leur permet de considérer que le risque incendie de Rosières-en-Haye est couvert à hauteur de 79,87 %.

Il est rappelé que les secteurs sans défense incendie correcte ne peuvent pas être considérés comme équipés.

En outre, la défense incendie des sites ou installations à risques importants doit être dimensionnée au cas par cas en accord avec le service départemental d'incendie et de secours.

IV. LES ORDURES MÉNAGÈRES

Source : Site internet Communauté de Communes des Vals de Moselle et l'Esch

La Communauté de Communes des Vals de Moselle et de l'Esch est chargée de la collecte en porte à porte des déchets ultimes des ménages, de leur transport jusqu'au centre d'élimination et de leur bonne élimination.

Dans un double souci de maîtrise de gestion des déchets et de maîtrise de coûts, les sept communes ont opté pour une seule tournée hebdomadaire de collecte des ordures ménagères classiques.

La Communauté de Communes a mis en place depuis le mois d'avril 2003 une collecte sélective hebdomadaire en porte à porte concernant les emballages ménagers.

CLASSEMENTS DES INFRASTRUCTURES TERRESTRES

Le territoire est traversé par les routes départementales n°611 et 907 classées "route à grande circulation".

ARRÊTÉ DÉPARTEMENTAL RELATIF À L'EXPOSITION AU PLOMB.

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

SANTÉ ENVIRONNEMENT

ARRETE

**SATURNISME INFANTILE ZONES A RISQUE D'EXPOSITION AU PLOMB EN
MEURTHE-ET-MOSELLE**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le Code de la Santé Publique et notamment ses articles L1334.1 à 1334.6 et R32.8 à R32.12 ;
Vu le Code de l'Urbanisme et notamment son article R123-19 ;
Vu le Décret n°99-484 du 9 juin 1999 relatif aux mesures d'urgence contre le saturnisme prévues à l'article L1334-5 du Code de la Santé Publique et modifiant le Code de la Santé Publique ;
Vu l'arrêté ministériel du 12 juillet 1999 fixant le modèle de la note d'information à joindre à un état des risques d'accessibilité au plomb révélant la présence de revêtements contenant du plomb pris pour l'application de l'article R32.12 du Code de la Santé Publique ;
Vu la circulaire DGS/VS3 n°99/533 UHC/QC/18 n°99.58 du 30 août 1999 relative à la mise en œuvre et au financement des mesures d'urgence sur le saturnisme ;
Vu les avis des Conseils Municipaux et des Etablissements publics de Coopération Intercommunale ayant compétence en matière de logement de Meurthe-et-Moselle consultés par circulaire préfectorale du 21 mai 2002 ;
Vu l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène dans sa séance du 18 décembre 2002 ;
Considérant que le plomb est un toxique dangereux pour la santé publique, et notamment pour celle des jeunes enfants ;
Considérant que l'emploi des peintures ou de revêtements contenant du plomb a été largement utilisé dans le bâtiment jusqu'en 1948 ;
Considérant, dès lors, que tout immeuble construit avant 1948 présente un risque potentiel d'exposition au plomb pour les occupants ;
Considérant qu'en Meurthe-et-Moselle, de nombreux logements datent d'avant 1948 et que leur répartition géographique se fait sur l'ensemble du département ;
Considérant que les trois quarts des intoxications dépistées à ce jour sont dues à des peintures chargées en plomb, notamment à l'occasion de travaux de bricolage de propriétaires
Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

ARTICLE 1 :

L'ensemble du département de la Meurthe-et-Moselle est classé zone à risque d'exposition au plomb.

ARTICLE 2 :

Un état des risques d'accessibilité au plomb est annexé à toute promesse unilatérale de vente ou d'achat et à tout contrat réalisant ou constatant la vente d'un immeuble affecté en tout ou partie à l'habitation, construit avant le 1er janvier 1948. Cet état doit avoir été établi depuis moins d'un an à la date de la promesse de vente ou d'achat ou de contrat susvisé.

ARTICLE 3 :

Aucune clause d'exonération de la garantie des vices cachés ne peut être stipulée à raison des vices constitués par l'accessibilité au plomb si l'état des risques n'est pas annexé aux actes susvisés.

ARTICLE 4 :

Cet état est dressé par un contrôleur technique agréé au sens de l'article L111-25 du Code de la Construction et de l'Habitation ou par un technicien de la construction qualifié ayant

contracte une assurance professionnelle pour ce type de mission. Les fonctions d'expertise ou de diagnostic sont exclusives de toute activité d'entretien ou de réparation de cet immeuble.

ARTICLE 5 :

L'état des risques comprend obligatoirement la recherche de revêtements contenant du plomb, et précise la concentration en plomb, la méthode d'analyse utilisée ainsi que l'état de conservation de chaque surface. Il devra être établi conformément au guide méthodologique pour la réalisation de l'état des risques d'accessibilité au plomb, mis à disposition des particuliers et des professionnels à la préfecture et dans les mairies du département.

ARTICLE 6 :

Lorsque l'état des risques révèle la présence de revêtements contenant du plomb, il lui est annexé une note d'information à destination du propriétaire, conforme au modèle pris par arrêté ministériel.

ARTICLE 7 :

L'état des risques, incluant la note d'information, est communiqué par le propriétaire aux occupants de l'immeuble (ou de la partie d'immeuble concerné) ainsi qu'à toute personne physique ou morale appelée à effectuer des travaux dans cet immeuble (ou partie d'immeuble). En outre, cet état est tenu par le propriétaire à disposition des agents ou services mentionnés aux articles L1421-1 à 3 et L1422 du Code de la Santé Publique ainsi que, le cas échéant, aux inspecteurs du travail et aux agents du service de prévention des organismes de sécurité sociale.

ARTICLE 8 :

Lorsque l'état des risques annexé à l'acte authentique qui réalise ou constate la vente révèle une accessibilité au plomb, le vendeur ou son mandataire informe le Préfet en lui transmettant, sans délai, une copie de cet état.

ARTICLE 9 :

Les recours contre les dispositions du présent arrêté pourront être formés dans un délai de deux mois francs à compter de sa publication au recueil des actes administratifs, auprès du tribunal administratif de Nancy.

ARTICLE 10 :

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales, Monsieur le Directeur Départemental de l'Équipement et les Maires des communes de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté. Cet arrêté prendra effet dans un délai de 2 mois à compter de sa signature. Sa publicité sera assurée par son affichage pendant un mois dans les mairies et sa parution dans deux journaux diffusés dans le département. Il sera également transmis, sans délai, au Conseil supérieur du notariat, à la Chambre départementale des notaires, aux barreaux constitué près des Tribunaux de grande instance et à Monsieur le Directeur Départemental des Archives. Il sera inscrit dans les plans locaux d'urbanisme lorsque ceux-ci existent et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 10 mars 2003
Le Préfet,
Jean-François CORDET

COMMUNE DE ROSIERES EN HAYE

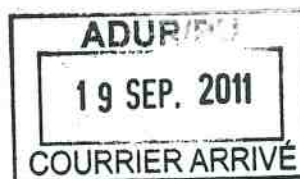
Département de Meurthe et Moselle

PLAN LOCAL D'URBANISME

Conduite de distribution d'eau potable



Poteau d'incendie



3 - Schéma du réseau d'eau potable

ECHELLE : 1/2500

Dessiné par CCT le / /20

Modifié par JHE le / /20

Ce document est la propriété de la SARL HERREYE et JULIEN et ne peut être reproduit sans son autorisation

N°	DOSSIER	FORMAT	N. ORDRE
10	073	A0	003

HERREYE JB & JULIEN C



ORDRE DES
GEOMETRES EXPERTS

HERREYE & JULIEN
JEAN-BAPTISTE CLAIRE

SARL de Géomètres Experts Associés
Ingénieurs E.S.G.T

Bureau Principal : 1, rue de la Libération - 54200 TOUL

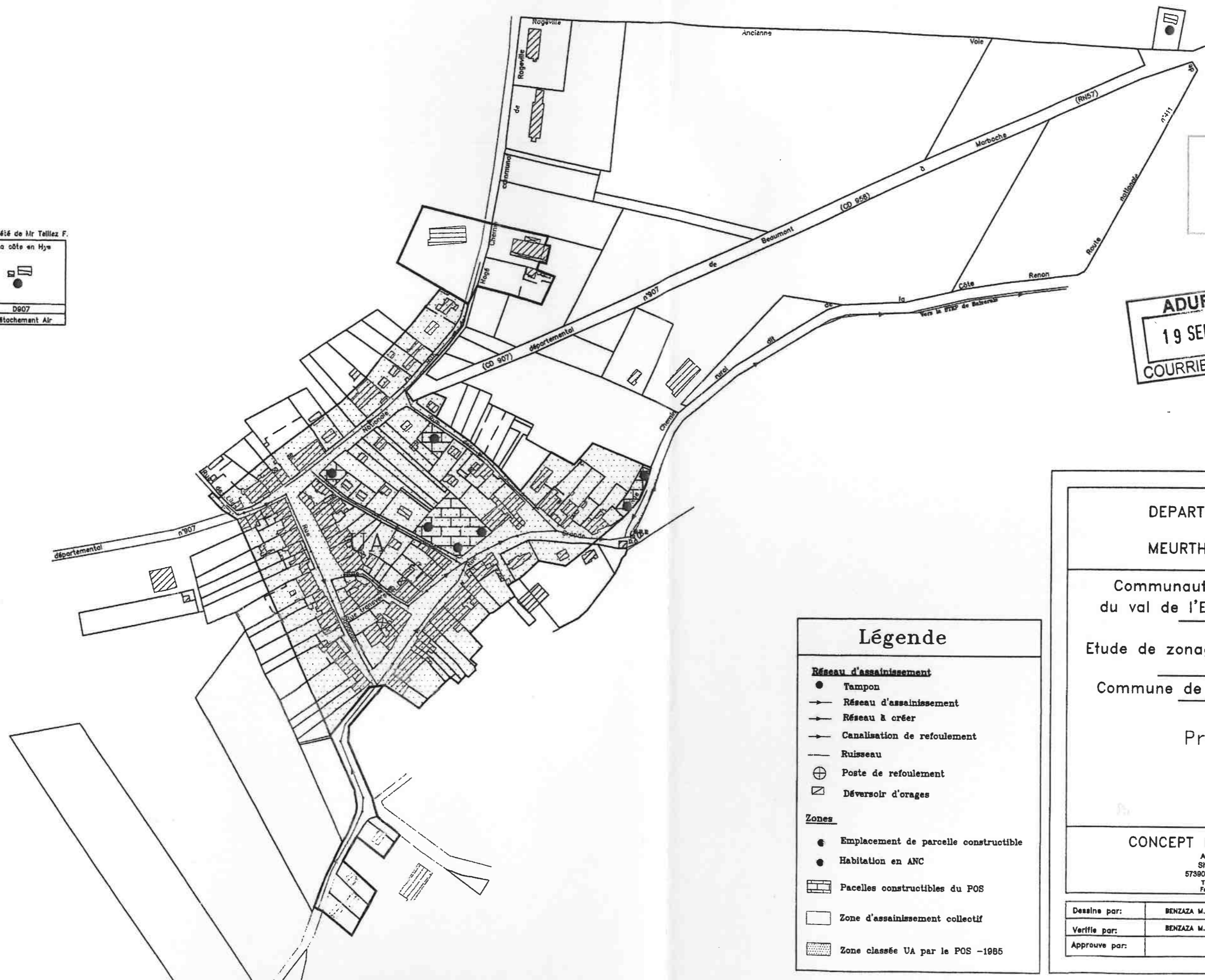
Tel : 03.83.43.12.14 - Fax : 03.83.63.22.26

Bureau secondaire : 8 rue des Prêtres - 55140 VAUCOULEURS

Tel : 03.29.89.50.28 - Fax : 03.29.89.50.61

courriel : toul@herreye-julien.fr





26 SEP. 2011




ADUR/PE
19 SEP. 2011
COURRIER ARRIVÉ

Légende

Réseau d'assainissement

- Tampon
- Réseau d'assainissement
- Réseau à créer
- Canalisation de refoulement
- Ruisseau
- ⊕ Poste de refoulement
- ▣ Déversoir d'orages

Zones

- Emplacement de parcelle constructible
- Habitation en ANC
-  Parcelles constructibles du POS
-  Zone d'assainissement collectif
-  Zone classée UA par le POS -1985

DEPARTEMENT DE LA
MEURTHE ET MOSELLE

Communauté de communes
du val de l'Esch et de Moselle

Etude de zonage d'assainissement

Commune de Rosières-en-Haye

Projet 1

CONCEPT ENVIRONNEMENT

**Agence Moselle
Site de Micheville
57390 AUDUN LE TICHE
Tel. 03.82.82.27.23
Fax. 03.82.81.12.18**

Dessiné par:	BENZAZA M.	Date: 10/10/2003	N° de plan	Rev
Vérifié par:	BENZAZA M.	Echelle		
Approuvé par:		1/2000		